

BOLIVIE



CHEF DE L'ÉTAT Luis Arce
SUPERFICIE 1 099 000 km²
POPULATION (HAB.) 11,8 millions
PIB (MD \$) 38,6
CROISSANCE 5 %
CHÔMAGE 7,8 %
MONNAIE boliviano (0,12 €)
ÉMISSIONS DE CO₂ (T/HAB.) 1,8 (131^e)

La scène politique nationale a été marquée cette année encore par une forte polarisation. Les partisans du Mouvement vers le socialisme (MAS), revenu au pouvoir en novembre 2020 avec Luis Arce – le dauphin de l'ex-président Evo Morales qui avait été forcé de démissionner après des élections controversées en 2019 –, affrontent une opposition éclatée entre plusieurs partis. Le débat se focalise sur les procès entamés contre les auteurs présumés du « coup d'Etat » d'octobre 2019.

L'ex-présidente par intérim, Jeanine Añez, est en prison préventive depuis le 13 mars 2021. Elle est poursuivie pour « sédition », « terrorisme » et « conspiration », des chefs d'accusation peu ou prou similaires à ceux qu'elle avait lancés contre les dirigeants du MAS lorsqu'elle était au pouvoir (du 12 novembre 2020 au 8 novembre 2021). A ses côtés, des dizaines d'anciens ministres ou ex-haut gradés de l'armée sont également poursuivis, certains incarcérés.

L'opposition crie à une persécution judiciaire alors que l'actuel pouvoir estime qu'il faut punir les responsables, aussi bien du « coup d'Etat » que des « massacres » – qualifiés ainsi par la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH, organe de l'Organisation des États américains) – perpétrés par l'armée au cours des manifestations du 15 et 19 novembre 2019. Celles-ci se sont soldées par un bilan de vingt morts et des centaines de blessés par balle.

En août 2021, un rapport très attendu du Groupe interdisciplinaire d'experts indépendants (GIEI, dépendant de la CIDH) a été publié. Il

retrace dans le détail les exactions commises dans les deux camps lors du conflit post-électoral de 2019. C'est sous le gouvernement de M^{me} Añez qu'ont été dénombrées la majorité des victimes – dont le total s'élève à au moins 37 morts. Si le rapport plaide pour que toutes obtiennent justice et réparation, il s'inquiète dans le même temps d'une justice assujettie au pouvoir exécutif, quel qu'il soit, et corrompue.

Le président Luis Arce, connu comme le champion du miracle économique bolivien – il était ministre de l'économie quasiment durant les quatorze années du gouvernement d'Evo Morales entre 2006 et 2019 –, mène une politique de centre gauche, avec maintien des dépenses publiques et redistributions, malgré la contraction de la croissance (– 8 % du PIB en 2020) due principalement à la pandémie, et l'augmentation du déficit fiscal et commercial. Il a annoncé vouloir accélérer l'industrialisation du pays – qui souffre d'un retard historique – afin de sortir de la dépendance aux matières premières. Ceci dans un contexte de rarefaction des ressources de gaz, de pétrole et de minerais, et alors que l'exploitation du lithium, dont la Bolivie détient des réserves parmi les premières au monde, en est encore à ses balbutiements.

UN PARLEMENT INDIGÈNE

Le dernier trimestre de l'année a été marqué par une grande marche indigène de plus de 500 kilomètres, pour la défense de leurs territoires. Entamée au mois de septembre dans le bassin amazonien (Trinidad, région du Beni), elle a pris la direction de Santa Cruz (est), capitale économique et fief de l'opposition. La marche a réuni 34 peuples, soit l'ensemble des ethnies de Bolivie, mis à part les deux groupes dominants que sont les Quechua et les Aymara des Andes. Au cours de cette marche a été créé un Parlement indigène, dont les membres réclament une série de mesures urgentes, jusque-là ignorées par le pouvoir. Parmi elles, l'abrogation de 14 lois jugées « écocides ».

Les derniers mois de l'année ont vu la tension monter d'un cran avec une grève illimitée de l'opposition et de secteurs alliés, contre une loi économique peu populaire contre les « profits illicites », ce qui a entraîné son retrait. Le parti du gouvernement, le MAS, a, en réaction, convoqué une grande marche « en défense de la démocratie », accusant l'opposition de vouloir déstabiliser le président Luis Arce et de chercher un « nouveau coup d'Etat ».

L'ex-président Evo Morales, rentré de son exil argentin fin 2020, est le dirigeant du parti. Son poids symbolique et médiatique reste important, certains allant jusqu'à affirmer qu'il prépare sa candidature pour 2025.

Sur le plan sanitaire, la Bolivie est parvenue à contenir l'épidémie, alors que 32 % seulement de sa population est vaccinée. Le pays compte environ 19 000 morts, un chiffre bas pour la région, bien qu'il possède un système de santé défaillant au budget peu conséquent. ■

AMANDA CHAPARRO

BRÉSIL



CHEF DE L'ÉTAT Jair Bolsonaro
SUPERFICIE 8 515 000 km²
POPULATION (HAB.) 213,9 millions
PIB (MD \$) 1 645,8
CROISSANCE 5,2 %
CHÔMAGE 13,8 %
MONNAIE real (0,16 €)
ÉMISSIONS DE CO₂ (T/HAB.) 2,2 (122^e)

Au début de l'année 2021, les Brésiliens ont pu un temps penser avoir vu passer le pire de l'épidémie de Covid-19. Ils ont vite dû déchanter. Au terme d'une deuxième vague plus meurtrière encore que la première, entre les mois d'avril et de mai, le pays est finalement resté l'un des principaux foyers au monde du coronavirus et est demeuré le deuxième pays le plus endeuillé par la crise sanitaire, derrière les États-Unis. En tout, plus de 617 000 décès dus au Covid-19 ont été recensés. La catastrophe, qui a touché tout le pays et toutes les classes d'âge, a été aggravée par l'apparition d'un variant, dit Gamma, bien plus transmissible que le virus historique. Apparu fin 2020 dans les environs de Manaus en Amazonie, celui-ci a ensuite déferlé sur l'ensemble du pays.

L'espoir n'a commencé à revenir qu'aux alentours des mois de juillet et d'août 2021. La campagne de vaccination, démarrée au ralenti e